

ARRETE :



I- DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Le présent tarif minimal applicable à l'assurance des véhicules terrestres à moteur s'impose à toute compagnie d'assurance exploitant la branche automobile.

Article 2 : Le tarif minimal applicable à l'assurance des véhicules terrestres à moteur en circulation au Burkina Faso est constitué des tableaux en annexe et de l'ensemble des dispositions figurant au présent arrêté.

Article 3 : Le tarif minimal repose notamment sur les critères suivants :

- zone géographique de circulation ;
- caractéristiques et usage du véhicule ;
- statut socio-professionnel et caractéristiques du conducteur habituel.

Article 4 : Il est fait division du territoire national en deux zones géographiques de circulation :

- la Zone Rouge : Ouagadougou et Bobo Dioulasso ;
- la Zone Verte : Autres localités.

La Zone se détermine en fonction du domicile de l'assuré.

Article 5 : Les catégories socio-professionnelles devant servir de base à la tarification sont scindées en deux classes :

- la classe 1 : professions libérales et commerçants ;
- la classe 2 : fonctionnaires et employés du privé.

Article 6 : En fonction de leur usage et de leurs caractéristiques, les véhicules sont répartis en dix (10) groupes :

- 1- Tourisme ;
- 2- Véhicules utilitaires : camionnettes, bâchés, pick-up... ;
- 3- Transport public de marchandises ;
- 4- Transport public de voyageurs ;
- 5- Engins motorisés à deux roues ou trois roues ;
- 6- Véhicules confiés aux garagistes et aux vendeurs ;
- 7- Véhicules des auto-écoles ;
- 8- Location de véhicule ;
- 9- Engins mobiles de chantier ;
- 10- Véhicules spéciaux : ambulances, corbillard et fourgons funèbres.

II- DES PRIMES ET MAJORATION OU REDUCTION DE PRIME.

Article 7 : Les primes indiquées au présent tarif valent pour la garantie d'une année.

Toutefois il peut être souscrit des assurances temporaires sur la base des suivants applicables à la prime annuelle:

* Jusqu'à 1 mois de garantie.....	20%
* 2 mois de garantie.....	30%
* 3 mois de garantie.....	40%
* 6 mois de garantie.....	70%
* 9 mois de garantie.....	85%
* Plus de 09 mois de garantie.....	100%

Article 8 : Les coûts des actes correspondant aux frais de dossiers sont fixés à 5 000 F. Tout avenant assorti d'une prime est assujéti à un coût d'acte de 5 000 F cfa.

✓ Article 9 : En cas de suspension de la garantie non consécutive à un sinistre couvert dont la durée est supérieure à un mois, l'assuré bénéficie :

- 1. dans le cas d'une police mono-véhicule, d'un remboursement des 3/4 du prorata de prime non absorbée.
- 2. dans le cas d'une police flotte, d'un remboursement des 3/4 du prorata prime non absorbée, correspondant au nombre de véhicules retirés.

Article 10 : Du malus :

Les compagnies d'assurances sont tenues d'appliquer sur les tarifs en année des majorations tenant compte de la sinistralité et du résultat de la police au cours des derniers exercices pour un même véhicule.

-1 Pour les polices mono véhicules :

Pour chaque déclaration de sinistre responsable, il est attribué au souscripteur nouveau coefficient obtenu en multipliant le coefficient de l'année précédente par autant de fois qu'il y a de sinistres responsables.

-2 Pour les polices flottes de 2 à 10 véhicules :

Pour les polices flottes de 2 à 10 véhicules, lorsque le nombre de sinistres responsables de l'année est supérieur à 50% du nombre de véhicules assurés, le montant de la majoration est obtenu en multipliant la prime de référence par le suivant :

$$45 \% \times \frac{(2S - V)}{V}$$

Avec : S le nombre de sinistres responsables et V le nombre de véhicules assurés.

La prime de référence sus - indiquée représente la prime qui ressort de la lecture directe des tableaux annexés au présent arrêté.

-3 Pour les polices flottes de plus de 10 véhicules :

Pour les flottes de plus de 10 véhicules, la prime de référence est majorée lorsque le rapport S/P (sinistre à Prime) de la flotte est supérieur à 60 %, selon le barème suivant :

S/P de la Flotte

60 % à 70 %
71 % à 90 %
91 % à 100 %
101 % à 120 %
121 % à 150 %
plus de 150 %

Majoration

05 %
10 %
20 %
30 %
45 %

recours au Bureau Central Ta
(BCT)

Article 11 : De la bonification pour non sinistre (BNS)

Les compagnies d'assurances sont autorisées à accorder une bonification à l'assuré détenteur d'une police (flotte ou mono-véhicule) n'ayant fait l'objet d'une déclaration de sinistre entraînant la garantie de la compagnie au cours de l'année d'assurance ou de suspension donnant lieu à remboursement de primes.

Les taux de BNS sont fixés comme suit :

-pour les polices mono-véhicule :
10% au premier renouvellement sans sinistre,
15% au second renouvellement sans sinistre,
20% au delà du second renouvellement sans sinistre.

-pour les polices flottes : les taux sont fixés selon le tableau ci-dessous

Nombre de véhicules	1er renouvellement	2ème renouvellement	3ème renouvellement et au delà
2 à 10	10%	15%	20%
11 à 35	5%	10%	15%
36 et plus	5%	10%	10%

Les remises ci-dessus constituent le maximum de réduction autorisée.

Article 12 : De l'assurance flotte

Seuls les véhicules immatriculés au nom d'une même personne physique ou morale peuvent être considérés comme constituant une flotte.

Article 13 : Il est permis aux compagnies d'assurances de concéder à tout assuré détenteur d'une police flotte des réductions pour pluralité de véhicules.

Les taux de réduction flotte sont fixés comme suit :

2 à 10 véhicules : 5% ;
11 à 35 véhicules : 10% ;
plus de 35 véhicules : 15%.

III DES INDEMNITES D'IMMOBILISATION DES VEHICULES.

Article 14 : Suite à un accident garanti par une police d'assurances automobile du fait de la Responsabilité Civile d'un assuré, les Compagnies d'assurances prennent en charge les frais d'immobilisation des véhicules.

Ces frais sont fonction du nombre de jours nécessaires à la remise en état du véhicule à dire d'expert et sont fixés comme suit:

- 1. Voiture particulière.....2 250 F CFA / jour ;
- 2. Taxi.....3 200 F CFA / jour ;
- 3. Transport Public de Voyageurs.....750 F CFA / jour et par passager ;
- 4. Véhicules utilitaires : Camionnettes,
bâchés, Pick up.....3 750 F CFA / jour;
- 5. Transport Public de marchandises
 - Jusqu'à 7 tonnes..... 11 250 F CFA / jour ;
 - de 7 à 15 tonnes.....16 800 F CFA / jour ;
 - plus de 15 tonnes.....22 500 F CFA / jour.

En tout état de cause, le nombre de jours nécessaires à la remise en état du véhicule est limité à 60 jours pour la prise en charge.

IV DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15 : L'ensemble des dispositions relatives à l'application du tarif de base demeure identique tant au siège des sociétés d'assurance, dans les bureaux directs des compagnies d'assurances, qu'au niveau des intermédiaires agréés avec lesquels les compagnies collaborent.

Article 16 : Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera puni conformément à l'article 312 du code CIMA.

Article 17 : Le numéro de visa MEF/98/001 accordé au contrat automobile doit être obligatoirement mentionné aussi bien sur le contrat d'assurance que sur tout autre document y afférent, notamment les tarifs et la note d'information.

Article 18 : Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'Arrêté n° 2000-122/MEF/SG/DGTCP/DA du 27 juin 2000, et prend effet à compter de sa date de signature.

ANNEXE

TABLEAU I

PUISSANCE FISCALE	GROUPE I: VEHICULE DE TOURISME			
	ZONE ROUGE CLASSE I	ZONE ROUGE CLASSE II	ZONE VERTE CLASSE I	ZONE VERTE CLASSE II
0 à 2CV	44 560	42 701	42 438	40 668
3 à 6CV	52 719	50 526	50 209	48 120
7 à 10CV	60 203	57 694	57 336	54 947
11 à 14CV	77 555	74 323	73 862	70 784
15 à 23CV	104 047	99 093	99 092	94 374
24CV et plus	125 168	119 953	119 208	114 241

TABLEAU II

PUISSANCE FISCALE	GROUPE II, III et IV			
	GROUPE II VEHICULES UTILITAIRES	GROUPE III TRANSPORT PUBLIC DE MARCHANDISES	GROUPE IV TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS	
			TAXIS URBAINS	AUTRES
0 à 2CV	73 814	172 909	130 656	176 384
3 à 6CV	84 394	229 546	160 350	216 472
7 à 10CV	94 970	263 269	212 360	286 687
11 à 14CV	130 746	365 390	296 944	400 873
15 à 23CV	164 340	473 251	356 334	481 050
24CV et plus	190 472	552 150	427 600	577 259

Pour le groupe IV, il est fait une application de la surprime suivante:
 Surprime passagers payants = 6 318 F CFA par place.

TABLEAU III

PUISSANCE FISCALE	GROUPE V et VI		
	GROUPE V ENGINS A 2 OU 3 ROUES A MOTEUR	GROUPE VI	
		NOMBRE DE CARTES	VEHICULES CONFIES AUX GARAGISTES ET AUX VENDEURS
Cyclomoteur	7 154		
Vélocoteur	10 433	1	380 944
Scooters	14 456	2	571 416
2CV	16 394	3	761 888
3CV	19 524	4	952 360
4CV	22 043	5	1 142 832
5CV	22 832	6	1 333 304
6CV	25 843		
7CV	28 248		
		Carte supplémentaire:	190 472

TABLEAU IV

PUISSANCE FISCALE	GROUPE VII et VIII			
	GROUPE VII		GROUPE VIII	
	VEHICULES DESTINES AUX AUTOS ECOLES		VEHICULES DESTINES A LA LOCATION	
	VEHICULES DE TOURISME	VEHICULES UTILITAIRES	VEHICULES DE TOURISME	VEHICULES UTILITAIRES
0 à 2CV	57 926	95 958	114 392	172 900
3 à 6CV	68 535	109 712	130 711	194 030
7 à 10CV	78 264	123 461	145 678	215 212
11 à 14CV	100 822	169 970	180 382	286 764
15 à 23CV	135 261	213 642	233 365	353 952
24CV et plus	162 719	247 614	275 609	406 216

NB: GROUPE VIII: Ce tarif correspond à celui des véhicules de 5 places
 Pour des véhicules de plus de 5 places, ajouter une
 surprime de 6 318 F CFA par place.

TABLEAU V

PUISSANCE FISCALE	GROUPE IX et X	
	GROUPE IX	GROUPE X
	ENGINS MOBILES DE CHANTIER	VEHICULES SPECIAUX
0 à 2CV	51 670	
3 à 6CV	59 076	36 907
7 à 10CV	66 479	42 197
11 à 14CV	91 522	47 485
15 à 23CV	115 038	65 373
24CV et plus	133 330	82 170
		95 236

TARIFICATION DES GARANTIES FACULTATIVES ASSURANCE AUTOMOBILE

GARANTIES	TAUX MINIMUM	TAUX MAXIMUM
1- Dommages aux véhicules (Catégorie I, II, III et IV)	2%	4%
2- Incendie (Catégorie I, II, III et IV)	1%	4%
3- Vol classique	0,28%	1%
4- Vol avec braquage (Catégorie I, II, III et IV)	Taux moyen de 4%	
5- Assistance judiciaire * Véhicule à 4 roues * Véhicule à 4 roues	10.000F CFA / véhicule 5.000F CFA / véhicule	
6- Individuelle - Personnes transportées * 1 ^{ère} formule * 2 ^{ème} formule * 3 ^{ème} formule	2.500F CFA / place assise 3.000F CFA / place assise 3.500F CFA / place assise	
7- Bris de glaces	Prime minimum de cent mille (100.000) francs CFA, ajustable en fonction de la marque, du type et de la valeur du véhicule	

TARIFICATION DES GARANTIES FACULTATIVES ASSURANCE AUTOMOBILE

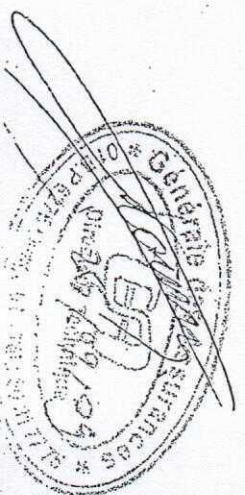
GARANTIES	Taux Minimum	Taux Maximum
1- Dommages aux véhicules (Catégorie I, II, III et IV)	2%	4%
2- Incendie (Catégorie I, II, III et IV)	1%	4%
3- Vol classique	0,28%	1%
4- Vol avec braquage (Catégorie I, II, III et IV)	Taux moyen de 4%	
5- Assistance judiciaire * Véhicule à 4 roues * Véhicule à 4 roues	10.000F CFA / véhicule 5.000F CFA / véhicule	
6- Individuelle - Personnes transportées * 1 ^{ère} formule * 2 ^{ème} formule * 3 ^{ème} formule	2.500F CFA / place assise 3.000F CFA / place assise 3.500F CFA / place assise	
7- Bris de glaces	Prime minimum de cent mille (100.000) francs CFA, acquies table en fonction de la marque, du type et de la valeur du véhicule	

697

DECOMPTE DE PRIME TAXIS

PERIODE MOIS	RC	D/R	PRIME NETTE	ACCESSOIRES	TAXES	PRIME TOTALE
1	13 178	550	13 728	558	1 714	16 000
2	22 000	1 000	23 000	1 107	2 893	27 000
3	27 250	1 500	28 750	1 607	3 643	34 000
4	43 607	2 000	45 607	2 607	5 786	54 000
5	52 714	3 000	55 714	4 107	7 179	67 000
6	62 928	3 500	66 428	4 107	8 464	78 999

LA COMPAGNIE



MINISTERE DES FINANCES
Et DU BUDGET

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

.....
DIRECTION DES ASSURANCES

.....
N°2003 01144 /MFB/SG/DGT-CP/DA

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice I

Ouagadougou, le 18 MAR 2003

APSAB 01 BP 3233 Ouaga
Tél.: 30 69 49
Fax: 31 66 42
Association Professionnelle
des Sociétés d'Assurances du Burkina

Le Directeur des Assurances

A

Monsieur le Président
de l'Association Professionnelle
des Sociétés d'Assurances du
Burkina.

REÇU LE 18 MARS 2003

00 007 4

Objet : Arrêté n°2003/75/MFB/SG/DGT-CP/DA
portant fixation des tarifs minima
d'assurance de responsabilité civile
et des indemnités d'immobilisation
des véhicules terrestres à moteur (VTM)°.

Monsieur le Président;

J'ai l'honneur de vous faire tenir par la présente l'arrêté n°2003/75/MBF/DGT-CP/DA, portant fixation des tarifs minima d'assurance de responsabilité civile et des indemnités d'immobilisation des véhicules terrestres à moteurs (VTM).

Je vous saurai gré des dispositions que vous voudriez bien prendre pour sa large diffusion auprès de vos membres.

Veuillez agréer Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Ampliation : DGTCP à titre de CR

Ministère de l'Economie et des Finances
LE DIRECTEUR
DES
ASSURANCES
Angèle SOUDRE
DGT-CP